

Interview de Cédric Villani (Emmanuel Macron)

Pouvez-vous vous présenter et expliciter, le cas échéant, votre contribution à l'élaboration du programme de votre candidat.e ?

Cédric Villani : Professeur à l'université Claude-Bernard Lyon-I, directeur de l'institut Henri Poincaré (CNRS-UPMC) à Paris, je suis aussi membre du conseil scientifique de la Région Ile-de-France, du Conseil stratégique de la recherche et du Conseil scientifique de la Commission européenne.

En tant qu'universitaire, quels sont les arguments clés du programme de votre candidat.e pour l'enseignement supérieur auxquels vous avez été le plus sensible et pour quelles raisons ?

C. V. : Ma participation au programme présenté par En marche ! a consisté en de longues discussions avec les personnes chargées de la coordination des propositions pour l'ESR. En fait, de très nombreux experts et expertes ont spontanément apporté leurs vues... Bien sûr, elles étaient souvent contradictoires et les coordinateurs, puis Emmanuel Macron lui-même, ont dû arbitrer ! Mais un point très positif : cela a été l'occasion de discussions riches en interne, bien plus fouillées que ce qui sera rendu public dans le programme. Certaines discussions ont porté sur l'attractivité internationale de

l'université française et la façon de récompenser une recherche active ; sur ce point, il faut reconnaître que la possibilité de modulation de service, peu utilisée en pratique, apporte une réponse insuffisante, et je lui préfère la formule « Institut universitaire de France », avec évaluation internationale, qui gagnerait à être multipliée pour toucher bien plus de monde. Un autre sujet qui a été l'objet de débats est l'organisation de l'ANR : les taux de succès faibles, la répartition par défis sociétaux, la difficulté de la procédure de sélection en ont fait une institution très mal aimée, alors qu'elle joue un rôle crucial... Ici il faut gagner à la fois en budget, en efficacité et en pilotage stratégique. On pourrait multiplier les exemples, car la gouvernance de l'ESR abonde en questions délicates ! Plus qu'une mesure particulière, ce que j'apprécie le plus dans ce programme est la volonté de donner plus de liberté aux acteurs de terrain (moins de consignes !) et de mettre en place, autant que possible, des évaluations *a posteriori* (on juge sur résultats, on soutient en conséquence, et on informe !). Je suis convaincu que l'on pourra ainsi améliorer l'adéquation entre les souhaits des étudiants et les besoins de la société, sans tomber dans le dirigisme ni dans le laissez-faire... Actuellement, les filières engorgées coexistent avec celles qui sont désertées, ce n'est pas une situation tenable !